

Questions orales

est tout aussi conscient des actions du gouvernement à l'endroit des syndicats canadiens.

Étant donné le traitement que le gouvernement réserve aux travailleurs du Canada, à ses propres employés, dont ceux de l'Alliance de la Fonction publique, et maintenant, ceux de la Société canadienne des postes, peut-on s'étonner que les syndicats accueillent avec prudence l'initiative du gouvernement? Le ministre fera-t-il preuve de leadership et suivra-t-il les conseils donnés dans son propre rapport, soit de ne pas entamer le processus tant que les syndicats ne seront pas partenaires à part entière?

L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences): Monsieur le Président, il ne fait aucun doute qu'il incombe au gouvernement de faire preuve de leadership pour assurer la prospérité du Canada. C'est exactement ce que nous tentons de faire.

Les syndicats seront à nos côtés dans ce dossier. Après tout, personne à la Chambre, ni dans les syndicats, ne veut que leur niveau de vie baisse.

Il y a un moyen d'éviter cela; c'est de rendre notre pays concurrentiel. C'est exactement le genre de leadership dont fait preuve le gouvernement du Canada.

* * *

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Communications.

Les rumeurs continuent de circuler au sujet de nouvelles réductions d'émissions et de personnel à Radio-Canada; on parle en particulier de la fermeture des stations d'Ottawa et de Winnipeg et de la perte de peut-être 500 emplois.

Le président de Radio-Canada a prévu un déficit de 50 millions et le président du conseil d'administration a averti qu'à compter de la mi-octobre la société commencerait à mettre en oeuvre une stratégie de licenciements et de fermetures. Je voudrais faire remarquer que nous sommes maintenant fin octobre et j'aimerais bien entendre la fin de cette affaire.

Je demande au ministre s'il ne pense pas qu'il est temps d'arrêter de tergiverser. Radio-Canada a besoin d'un engagement ferme, et elle en a besoin tout de suite. Pourrait-il nous garantir que le gouvernement ne forcera pas Radio-Canada à jeter des gens à la rue, comme il l'a fait l'an dernier?

L'hon. Perrin Beatty (ministre des Communications): Monsieur le Président, le député parlait de rumeurs. Je

pense qu'il serait utile pour tout le monde de ne pas propager ces rumeurs en posant de telles questions à la Chambre des communes.

Comme je l'ai déjà dit ici, le gouvernement étudie la question du budget de Radio-Canada pour l'an prochain, une chose qui nous intéresse tous, bien sûr. C'est quelque chose qui intéresse non seulement les employés et les auditeurs de Radio-Canada, mais aussi le secteur privé. Lorsque nous aurons quelque chose à annoncer à ce sujet, nous serons heureux d'en faire part au député.

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, le gouvernement a forcé Radio-Canada à dépendre de plus en plus des recettes commerciales, mettant la société en concurrence avec le secteur privé pour un morceau toujours plus gros d'un gâteau qui rétrécit sans cesse.

J'aimerais demander au ministre s'il est prêt à corriger les erreurs de son prédécesseur et s'il va s'engager à mettre sur pied un mécanisme stable de financement à long terme qui permettrait à Radio-Canada de remplir le mandat qui lui a été confié pour les années à venir.

L'hon. Perrin Beatty (ministre des Communications): Monsieur le Président, nous considérons tous les aspects du budget de Radio-Canada pour essayer de faire en sorte que la société soit convenablement financée et donc en mesure de s'acquitter du mandat qui lui a été confié par le Parlement. En plus de cela, je convoquerai au début décembre un sommet des diffuseurs, de l'ensemble du secteur, pour voir comment nous pouvons garantir aussi la survie du secteur privé au Canada.

J'espère qu'après les examens internes effectués par le gouvernement et après le sommet nous serons en mesure de faire des progrès substantiels dans les deux secteurs, public et privé.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. David Kilgour (Edmonton—Sud—Est): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances au sujet de sa politique du dollar fort. Nos ressources d'exportation, notre pétrole et notre gaz, nos produits agricoles, nos produits forestiers, notre charbon, nos produits de pêche et ainsi de suite deviennent de moins en moins compétitifs sur le marché mondial à cause d'une politique de dollar fort, d'une politique qui prétend que plus le dollar est élevé, mieux c'est.

Le ministre a reçu des demandes pressantes de la part des secteurs d'exportation de l'ensemble du pays, y compris de l'ouest du Canada. Est-il disposé à prendre des mesures pour faire baisser le dollar? Pourquoi le ministre